

Ne pas agir peut coûter plus cher qu'agir

Dossier de la rédaction de H2o
August 2021

Retour sur l'étude menée sur le territoire du SAGE Couesnon

Afin d'inciter aux changements de pratiques, une étude consacrée au coût de l'insuffisance de l'action pour l'eau et les milieux a été menée sur le territoire du SAGE Couesnon pour le compte de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Combien coûte le fait "de ne rien faire" ou du moins "de moins agir" pour améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques ? Menée en partenariat avec le syndicat du bassin du versant du Couesnon et les acteurs locaux, l'étude sur le coût de l'insuffisance de l'action pour l'eau et les milieux dans le bassin du Couesnon consiste à comparer le rapport coûts-bénéfices de deux scénarios : le premier poursuit les actions déjà en cours ou programmées qui permettent de maintenir l'état des eaux et des milieux aquatiques voire de progresser légèrement ; le second plus ambitieux met en œuvre des actions complémentaires dont le résultat attendu est le bon état de l'eau et des milieux. Les coûts du premier scénario sont moins importants à moyen terme mais les bénéfices socio-économiques sont moindres. Il apparaît donc plus avantageux d'agir plus tôt à présent pour y gagner dans un horizon assez proche.

Ne pas mettre en place d'actions permettant de restaurer l'état des eaux a pour conséquence de ne pas pouvoir bénéficier des services dits écosystémiques, c'est-à-dire rendus par les écosystèmes s'ils sont restaurés. Pour chacun des deux scénarios, les actions ont été chiffrées et les bénéfices associés estimés. Les actions étudiées sont contre les pollutions diffuses, la correction des dysfonctionnements des systèmes d'assainissement ou encore la restauration des bocages et milieux aquatiques. Au total, ne pas agir suffisamment empêche d'engranger 27 millions d'euros de bénéfices. Un exemple de bénéfices apportés est la plantation de haies : en stockant davantage de carbone ces haies rendent un service écosystémique très important, dont le montant a été estimé à 64 millions d'euros sur 30 ans. De la même manière, une amélioration de la qualité de l'eau au regard des nitrates et pesticides permet d'éviter des dépenses de potabilisation supplémentaires, soit 25 millions d'euros sur 30 ans. Les autres bénéfices chiffrés concernent l'amélioration de l'esthétique paysagère et de la biodiversité, la moindre occurrence des inondations ainsi que la diminution des pollutions bactériologiques et virales impactant notamment la conchyliculture.

Agence de l'eau Loire-Bretagne